CHARBON : FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS

Un an après la COP 21, où en est-on du charbon caché de la France ?

© photo : Bankwatch

15 décembre 2016

réseau action climat france

Les Amis de la Terre

OXFAM France

Sommaire

Un an après la COP21. ... 1
EDF : toujours 16 centrales à charbon ! ... 2
Qui veut acheter le charbon d'EDF ? ... 5
ENGIE : 19 centrales en activité, 5 fermées et 6 vendues ... 6
Mongolie, la nouvelle centrale à charbon cachée d'ENGIE ... 8
Recommandations des ONG ... 11

Résumé

Pour pouvoir limiter le réchauffement en-dessous de 2°C et si possible 1,5°C par rapport à la période préindustrielle, comme s'y sont engagés les pays à la 21e Conférence internationale sur le climat (COP21), le charbon est la première énergie fossile à laquelle il faut rapidement renoncer.

Pourtant, deux énergéticiens français, EDF et ENGIE, détenus respectivement à 84,9 % et 33 % par l'État, possèdent toujours 35 centrales à charbon en opération dans le monde : 19 pour ENGIE et 16 pour EDF.

Un an et demi après le premier état des lieux des centrales à charbon des entreprises françaises « Emissions d'État – Comment les centrales à charbon d'EDF et ENGIE réchauffent la planète » (mai 2015)[1], les Amis de la Terre France, Oxfam France et le Réseau Action Climat dressent de nouveau le bilan du charbon caché de la France.

Revente des actifs « charbon » pour éviter les coûts de fermeture, partenariat avec des entreprises peu scrupuleuses, ouverture d'une nouvelle centrale en Mongolie : malgré les engagements climat pris par la France à la COP21, les deux énergéticiens détenus par l'État sont loin de mettre fin à leurs activités climaticides.

Un an après la COP21, c'est l'occasion de rappeler la responsabilité de l'État actionnaire et la nécessité d'une planification de la fermeture du parc charbonnier d'EDF et ENGIE d'ici 2020, qui prenne en compte l'ensemble des enjeux sociaux et environnementaux.

Un an après la COP21...

Quelques jours avant l'ouverture de la COP22, l'ONU a lancé un nouveau cri d'alerte avec son rapport "Emissions gap report"[2] : les pays doivent, de manière urgente et drastique, revoir leurs ambitions à la hausse en faveur du climat, si l'on veut pouvoir respecter les objectifs fixés par l'accord de Paris, signé lors de la COP21.

Le charbon, la plus noire des énergies fossiles, est responsable de plus de 40 % des émissions de CO_2 au niveau mondial. C'est donc l'une des principales causes du changement climatique. Pour pouvoir limiter le réchauffement en dessous de 2°C et si possible 1,5°C par rapport à la période préindustrielle, comme les pays s'y sont engagés à la COP21, le charbon est la première énergie fossile à laquelle il faut rapidement renoncer. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), aucune nouvelle centrale à charbon ne doit être construite pour pouvoir encore atteindre les objectifs de la COP21[3]. En 2016, l'ONG Oil Change International a publié un rapport démontrant que les gisements déjà exploités d'énergies fossiles (dont le charbon) ne pourraient être intégralement consommés, sinon nous courons le risque de réchauffer le climat au-delà de 1,5 ou 2°C[4].

En parallèle, l'AIE vient de confirmer que les capacités de production électrique à partir d'énergies renouvelables ont dépassé, en 2015, celles fonctionnant à partir de charbon. La tendance au déclin du secteur du charbon se confirme, mais la transition énergétique n'est pas assez rapide pour enrayer la crise climatique, qui, elle s'accélère. Chaque jour, de nouveaux impacts des changements climatiques nous rappellent l'urgence d'agir : multiplication des événements climatiques extrêmes, nouveaux records de température, diminution des rendements agricoles et des ressources en eau, bouleversement des écosystèmes.

Le monde vient de franchir en 2015 la barre des 400 parties par million (ppm) en concentration de CO_2 d'après l'Organisation météorologique mondiale (OMM). C'est le niveau le plus haut depuis plusieurs millions d'années, et de 40 % supérieur aux niveaux précédant la révolution industrielle.

Les populations les plus vulnérables sont en première ligne de ces impacts dévastateurs, alors qu'elles sont les moins responsables de cette situation. Au rythme actuel des émissions, nous aurons atteint les limites fixées par l'accord de Paris autour de 2030. Au-delà de 2°C de réchauffement, c'est nos sociétés et nos économies tout entières qui seront bouleversées, et notre capacité à lutter contre la pauvreté et les inégalités, et à réduire la faim dans le monde, qui sera mise à mal.

Après la COP21, il est donc urgent d'abandonner tous les projets de nouvelles centrales à charbon et de fermer les centrales déjà en opération très rapidement. Les deux géants français de l'énergie, ENGIE et EDF détiennent toujours 35 centrales à charbon dans le monde : 19 pour ENGIE et 16 pour EDF – dont deux en France. L'Etat français porte une part de responsabilité importante dans ces investissements et choix stratégiques, puisqu'il est actionnaire à 84,9 % d'EDF et à 33 % d'ENGIE.

En 2015, en amont de la conférence internationale sur le climat (COP21) à Paris, sous la pression de nos organisations et grâce à la mobilisation citoyenne, les deux entreprises à capital public s'étaient engagées à mettre fin à leurs projets de construction de nouvelles centrales à charbon à l'étranger. Mais elles tardent toujours à sortir du charbon de manière responsable, c'est-à-dire sans revendre leurs centrales, en accompagnant les travailleurs et en réhabilitant les sites.

© photo : Bankwatch

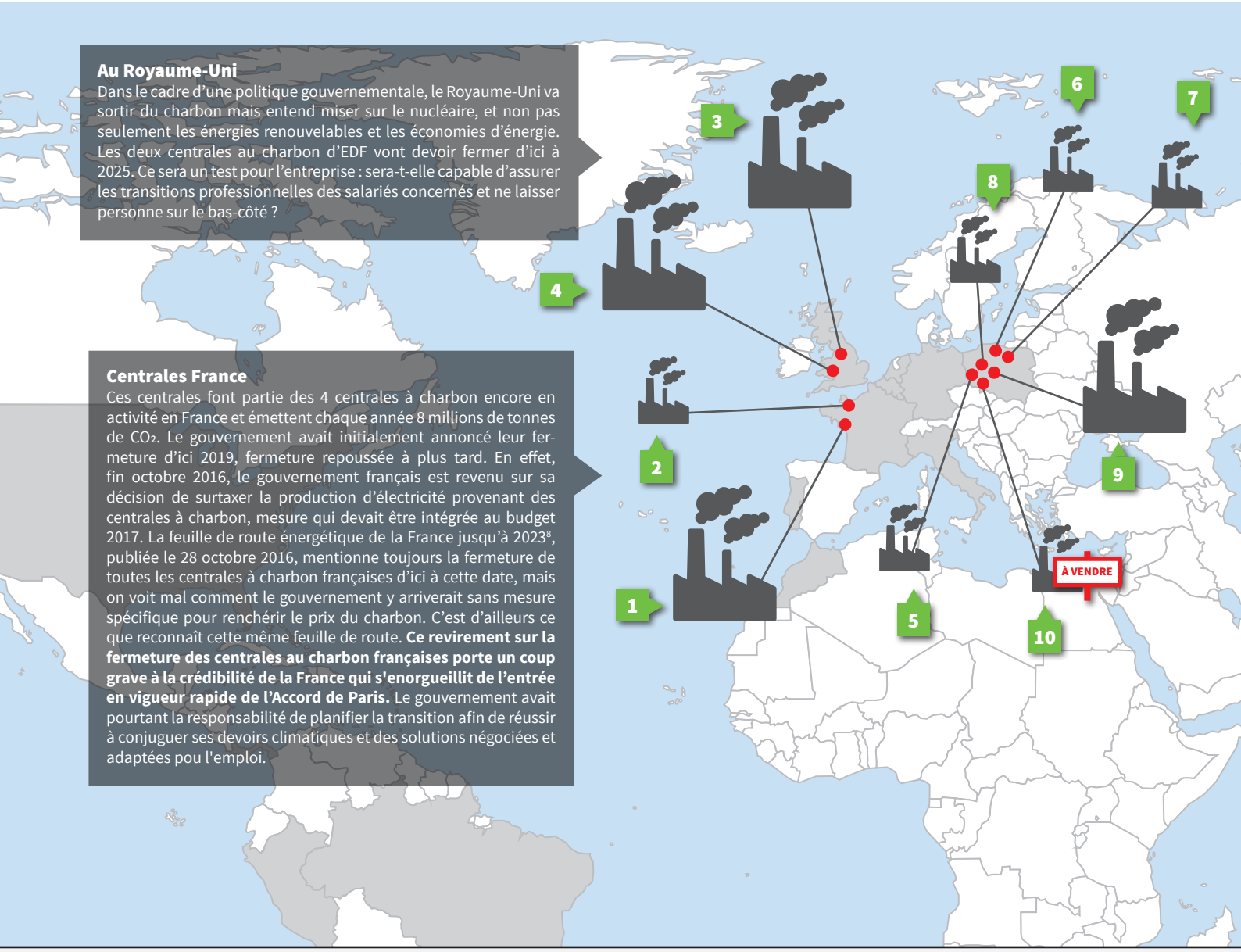
EDF : toujours 16 centrales à charbon, dont une nouvelle et une vendue

Pour EDF, la COP21 n'a eu aucun effet d'entraînement. L'énergéticien français a beau être détenu à hauteur de 84 % par l'État, il est à la traîne de la transition énergétique mondiale. Alors que le monde se tourne vers les énergies renouvelables (et en particulier le solaire et l'éolien), EDF est le principal verrou de la transition énergétique en France, notamment en ce qui concerne la baisse de la part du nucléaire. L'entreprise est aussi incapable pour l'instant de prendre ses responsabilités et de fermer ses 16 centrales au charbon dans le monde, dont deux en France (à Cordemais et au Havre) malgré les annonces de l'entreprise concernant son intention de réduire la part du charbon dans sa production d'électricité. Pire, **l'entreprise a vendu une centrale en Chine, qui continuera ainsi de rejeter son CO_2 et sa pollution, et elle en a ouvert une nouvelle, en Chine également.** En outre, une centrale chinoise dans laquelle EDF avait investi (via l'achat de part d'une entreprise chinoise) a été agrandie pour la transformer en méga-centrale entre fin 2015 et 2016, augmentant ainsi la quantité de CO_2 qu'elle rejette.

EDF reste aussi très positionnée sur le charbon en Europe, et en particulier en Pologne, pays qui dépend du charbon à 90 % pour sa production d'électricité, et principal pays bloquant de la transition énergétique et climatique européenne. L'entreprise a annoncé vouloir revendre tout son parc thermique en Pologne, soit 6 centrales à charbon qui représentent près de 12 millions de tonnes de CO_2 par an – soit l'équivalent des émissions liées au secteur de l'énergie d'un pays comme le Kenya[5].

Au Royaume-Uni
Dans le cadre d'une politique gouvernementale, le Royaume-Uni va sortir du charbon mais entend miser sur le nucléaire, et non pas seulement les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Les deux centrales au charbon d'EDF vont devoir fermer d'ici à 2025. Ce sera un test pour l'entreprise : sera-t-elle capable d'assurer les transitions professionnelles des salariés concernés et ne laisser personne sur le bas-côté ?

Centrales France
Ces centrales font partie des 4 centrales à charbon encore en activité en France et émettent chaque année 8 millions de tonnes de CO_2. Le gouvernement avait initialement annoncé leur fermeture d'ici 2019, fermeture repoussée à plus tard. En effet, fin octobre 2016, le gouvernement français est revenu sur sa décision de surtaxer la production d'électricité provenant des centrales à charbon, mesure qui devait être intégrée au budget 2017. La feuille de route énergétique de la France jusqu'à 2023[8], publiée le 28 octobre 2016, mentionne toujours la fermeture de toutes les centrales à charbon françaises d'ici à cette date, mais on voit mal comment le gouvernement y arriverait sans mesure spécifique pour renchérir le prix du charbon. C'est d'ailleurs ce que reconnait cette même feuille de route. **Ce revirement sur la fermeture des centrales au charbon françaises porte un coup grave à la crédibilité de la France qui s'enorgueillit de l'entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris.** Le gouvernement avait pourtant la responsabilité de planifier la transition afin de réussir à conjuguer ses devoirs climatiques et des solutions négociées et adaptées pou l'emploi.



France
1 Cordemais, 600 MW, *en cours de rénovation depuis 2015. Coût des travaux : 350 millions d'euros*
2 Le Havre, 600 MW

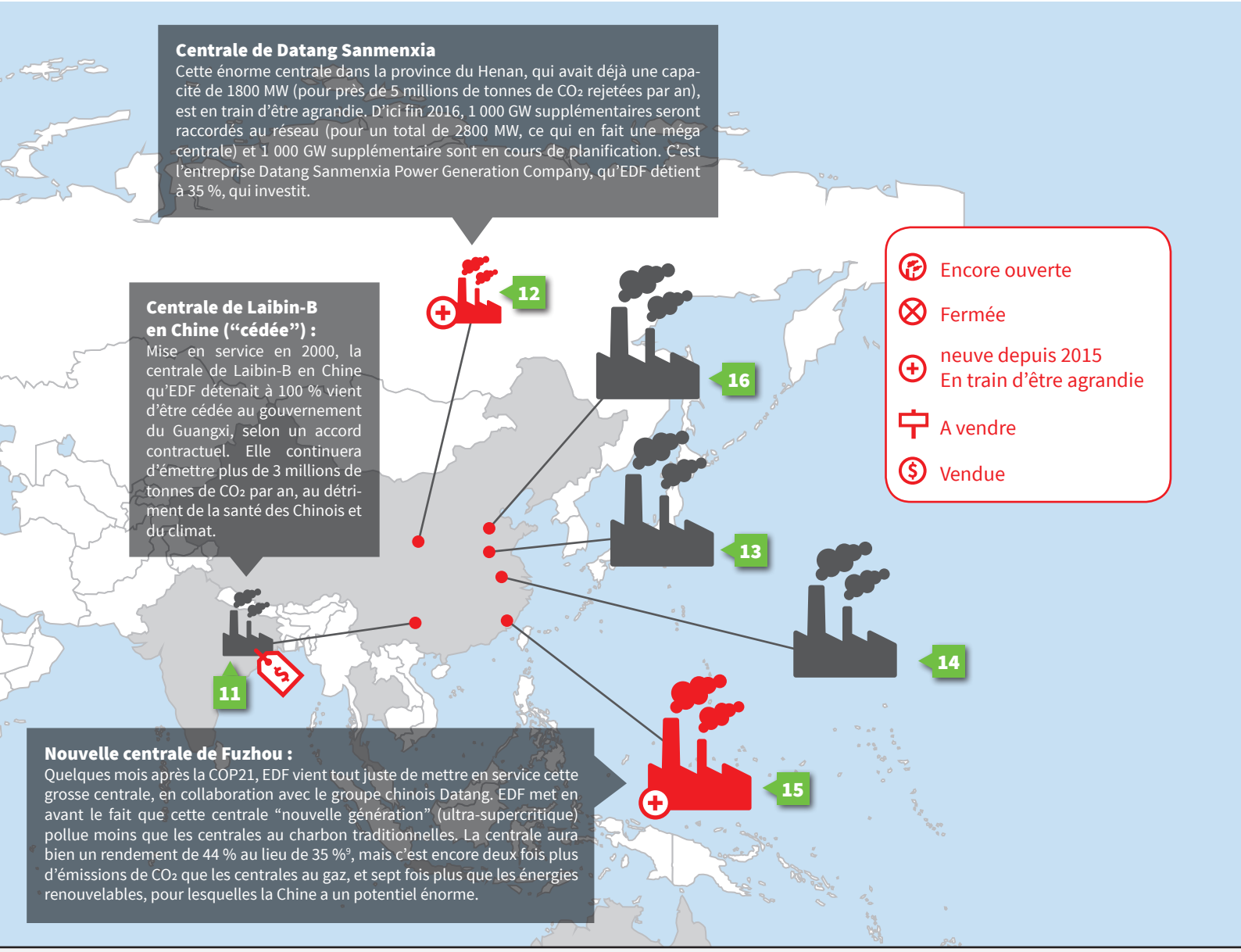
Royaume-Uni (fermeture avant 2025)
3 West Burton, 2 000 MW, 7 260 000 tonnes de CO_2 par an
4 Cottam, 2 000 MW, 8 590 000 tonnes de CO_2 par an

Pologne
5 Czechnica, 100 MW, 414 000 tonnes de CO_2 par an
6 Gdynia, 105 MW, 712 000 tonnes de CO_2 par an
7 Gdansk, 217 MW, 1 110 000 tonnes de CO_2 par an
8 Wroclaw, 263 MW, 1 180 000 tonnes de CO_2 par an
9 Zielona Gora, 221 MW, 1 180 000 tonnes de CO_2 par an
10 Rybnik, 1175 MW, 7 240 000 tonnes de CO_2 par an

Chine
11 Laibin-B, 720 MW, 3 048 000 tonnes de CO_2 par an
12 Datang Sanmenxia, 3 800 MW, 4 907 500 tonnes de CO_2 par an
13 Heze, 600 MW, 7 022 400 tonnes de CO_2 par an

Elle cherche notamment à se débarrasser de la centrale de Rybnik, la cinquième centrale la plus polluante d'Europe. Cette dernière pourrait être rachetée par EPH, une entreprise tchèque à la réputation douteuse (voir encadré ci-après). En Grande-Bretagne, le gouvernement a pris des mesures pour sortir du charbon au plus tard en 2025. EDF va devoir y fermer ses deux centrales.

Confrontée à cette réalité, EDF a tenu des propos inacceptables, dans l'après COP21 : « Le charbon demeure une part importante du mix énergétique dans le marché énergétique mondial et la demande va augmenter en Asie alors qu'elle se réduit en Europe »[6]. Non seulement les scientifiques nous disent qu'il faut absolument renoncer au charbon rapidement, mais le charbon est aussi une énergie qui tue, dont la pollution et les émissions ne connaissent pas de frontières. Il n'est pas acceptable que les pays riches puissent, eux, se passer progressivement de cette énergie du 19e siècle, et que les pays en développement soient voués à accroître leur dépendance vis-à-vis du charbon. Le charbon n'est pas une réponse au besoin de fournir un accès à l'électricité aux populations qui n'en ont pas – plus d'un milliard de personnes dans le monde. Plusieurs études montrent que les énergies renouvelables sont la solution la plus rapide et la moins chère à déployer, notamment dans les zones rurales[7].



14 Shiheng, 1260 MW, 8 592 600 tonnes de CO_2 par an

15 Fuzhou, 2000 MW

16 Liaocheng, 1200 MW, 9 792 800 tonnes de CO_2 par an

EDF se déleste de sa bourse charbon !

Mi-octobre, EDF a annoncé qu'elle allait conclure d'ici décembre 2016 un accord de vente avec l'entreprise japonaise JERA pour sa filiale EDF Trading. EDF Trading est une entreprise spécialisée dans le négoce international d'énergie, y compris de charbon. Jusqu'en 2015, EDF Trading a vendu 845 millions de tonnes de charbon en bourse, soit l'équivalent de la consommation annuelle de charbon des Etats-Unis[10].

En revendant EDF Trading, EDF se débarrasse ainsi d'une autre activité embarrassante et néfaste pour le climat. Par contre, elle ne prend aucune mesure courageuse pour limiter son impact sur le climat et encourage la poursuite du charbon dans le monde, exposant des milliers de personnes à la pollution, alors que les émissions de CO_2 ne connaissent pas de frontières et que les enjeux de qualité de l'air et de santé se font croissants partout dans le monde.

EDF ferme aussi les yeux sur les agissements de ses fournisseurs. Car les activités d'EDF Trading sont encore plus sales qu'il n'y paraît. L'entreprise achète du charbon auprès de Drummond et Prodeco/Glencore, deux entreprises accusées de complicité avec les paramilitaires ayant causé la mort de 3 100 personnes et le déplacement forcé de 55 000 autres. Ces activités ont été vivement dénoncées par Maira Mendez Barbosa, fille d'un syndicaliste colombien assassiné dans le bassin minier Cesar, lors de l'assemblée générale d'EDF en mai 2016. Elle demandait à l'entreprise de suspendre ses achats de charbon à Drummond et Prodeco/Glencore.

Récemment, un nouveau rapport de l'ONG PAX[11] a révélé que les violences étaient toujours en cours dans la région. Plus de 200 personnes, parmi lesquelles des représentants de la société civile, ont été victimes de tentatives d'assassinats et de menaces de mort par des néo-paramilitaires. Le 11 septembre 2016, Néstor Ivan Martinez, leader de la communauté afro-colombienne, résistant à l'expansion des mines détenues par la compagnie Drummond, a été assassiné sous les yeux de ses proches.

© photo : Bankwatch

Qui veut acheter le charbon d'EDF ?

EDF a publié la liste des acheteurs potentiels avec lesquels elle était en pourparlers pour la revente de ses actifs charbonniers en Pologne. L'énergéticien français est en train de négocier la revente d'une des centrales au charbon les plus polluantes d'Europe, la centrale de Rybnik, à l'entreprise tchèque EPH, encore peu connue mais qui est en passe de devenir le troisième producteur d'électricité le plus polluant d'Europe[11]. Créée en 2009, EPH s'est fait une spécialité de racheter les actifs fossiles d'autres entreprises en Europe. Début juillet, elle a notamment racheté des actifs charbonniers du suédois Vattenfall, soit l'ensemble des mines de charbon et centrales thermiques du groupe situés en Allemagne[13].

EDF est prêt à sacrifier le climat en bradant cette centrale - ainsi que le reste de son parc charbonnier en Pologne - à une entreprise douteuse, afin de financer son programme nucléaire en France et en Grande-Bretagne.
En effet, la revente de ses actifs charbonniers en Pologne ne devrait pas lui rapporter plus de 500 millions d'euros (selon une estimation très haute), alors que la dette de l'énergéticien français atteint 37 milliards ! Selon certaines sources locales EDF serait même prêt à céder cette centrale à EPH pour une somme symbolique, dans le but de se débarrasser des coûts liés à la responsabilité environnementale et sociale, en particulier ceux liés à la fermeture de la centrale et à la réhabilitation du site.

L'entreprise tchèque EPH agit comme un fonds vautour, pariant contre le marché actuel puisque le secteur du charbon s'effondre à l'échelle mondiale. Elle n'hésite pas à racheter les activités charbon les plus émettrices, donc les plus risquées et les moins rentables.

Ainsi, 75 % de la capacité électrique rachetée par EPH ces dernières années (14 GW) est constituée de centrales alimentées au lignite, la forme de charbon la plus polluante. Suite à ses nombreuses acquisitions en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Slovaquie, EPH émet désormais 82 millions de tonnes de CO_2 par an[14] - soit l'équivalent des émissions d'un pays comme les Philippines !

L'entreprise tchèque EPH est une entreprise jeune, fortement endettée. Il est à craindre que l'entreprise fasse fonctionner ses centrales à plein régime afin de les rentabiliser, et qu'elle maintienne ses centrales à charbon sur pied le plus longtemps possible, au détriment du climat, de l'environnement et de la santé des individus. On peut également douter de sa volonté de financer, en cas de fermeture, les transitions professionnelles des salariés concernés, ainsi que la réhabilitation des zones minières et des terres polluées par les centrales.

EPH échappe à toute pression puisqu'elle n'a pas d'actionnaires – deux tiers des actions sont détenus par ses deux fondateurs et le tiers restant par un fonds d'investissement créé par un des fondateurs. Elle n'a pas non plus de clients, puisqu'elle vend l'électricité directement au réseau sur le marché de gros, et ne subit l'influence d'aucun gouvernement.

Selon le rapport Dark Cloud Report, Rybnik, qui génère plus de 7 millions de tonnes de CO_2 par an, causerait 480 morts prématurées chaque année[15].

© photo : Bankwatch

ENGIE 19 centrales en activité, 5 fermées et 6 vendues

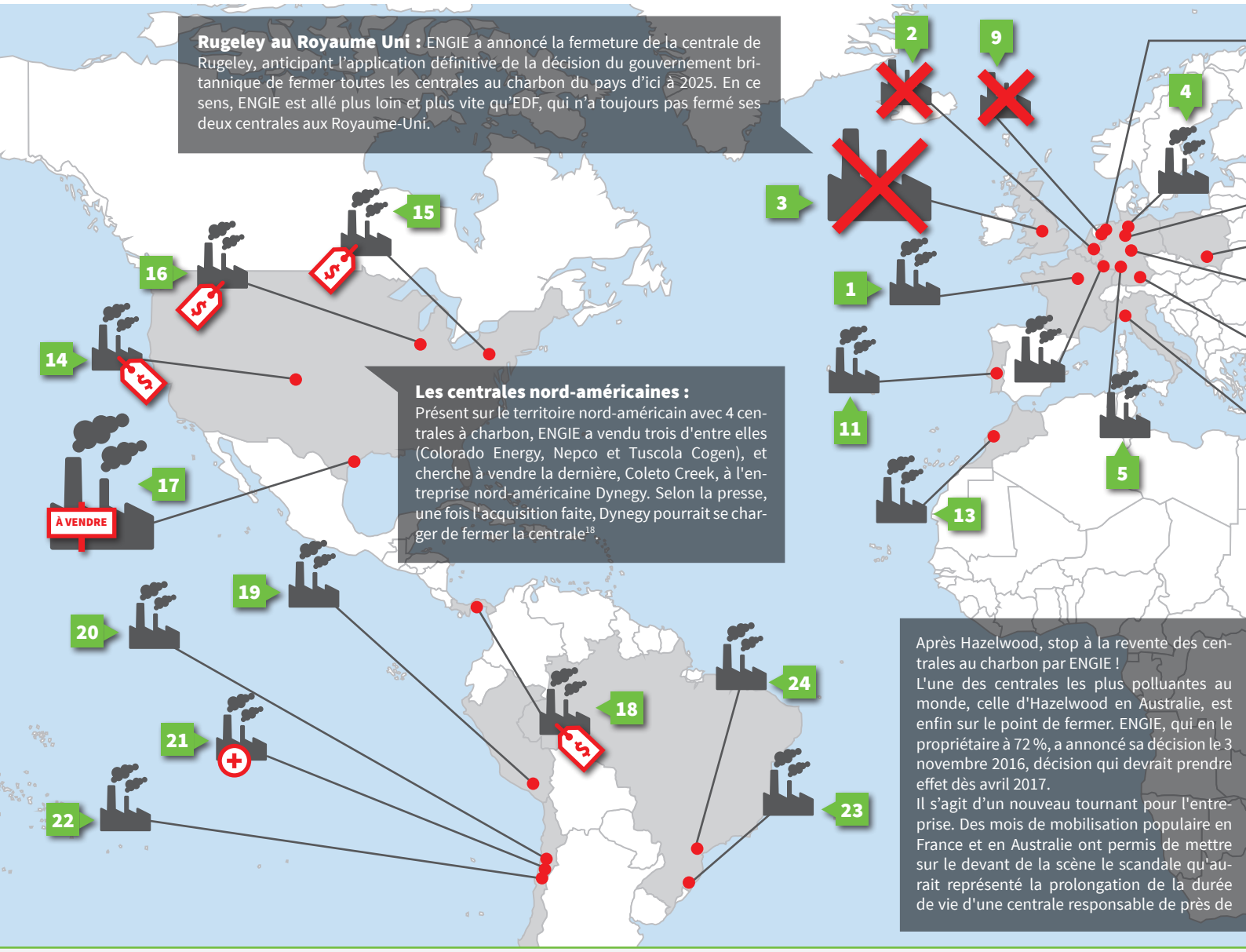
ENGIE prétend être un des leaders mondiaux de la transition énergétique. En octobre 2015, à la veille de la COP21, l'énergéticien annonçait ainsi qu'il n'ouvrirait plus de nouvelles centrales à charbon et entreprendrait de réduire la part de charbon dans sa production d'énergie. Nous avions salué cette avancée historique alors qu'ENGIE détenait toujours 30 centrales au charbon dans le monde[19].

Depuis, plusieurs centrales au charbon de l'entreprise ont fermé sous pression populaire, comme Hazelwood (Australie), Rugeley (Royaume-Uni) ou Vado Ligure (Italie).

Alors qu'ENGIE devrait organiser la fermeture de ses centrales au charbon pour réduire les émissions de CO_2, l'entreprise cherche à se défausser de ses responsabilités, en revendant une partie de son parc.

Cinq centrales ont déjà été vendues : en Inde (Meenakshi), en Indonésie (Paiton), au Panama (Termoeléctricos Bahía Las Minas), ainsi que des parts de centrales au charbon aux États-Unis (Nepco, Tuscola Cogen, Colorado Energy). ENGIE prévoit déjà la cession d'au moins trois autres centrales : en Australie (Loy Yang-B), aux États-Unis (Coleto Creek) et en Pologne (Polaniec). En ce qui concerne la centrale polonaise Polaniec, le principal acheteur intéressé n'est autre que… le tchèque EPH !

Les acheteurs des centrales à charbon d'ENGIE sont aussi à chercher dans les pays en développement : ENGIE a vendu sa centrale



France

1 **Saint-Ouen,** 125 MW
en fin de conversion pour cogénération biomasse, mais 50 % de l'énergie sera toujours produite à partir de charbon [16]

Belgique

2 **Ruien,** 560 MW

Royaume-Uni

3 **Rugeley,** 1 000 MW

Allemagne

4 **Bremen-Farge,** 350 MW
5 **Saarbruecken Roemerbruecke,** 132 MW
6 **Wilhelmshaven,** 731 MW
7 **Zolling Leininger,** 474 MW

Pays-Bas

8 **Missouriweg-Maasvlakte,** 800 MW - *neuve depuis 2015*
9 **Gelderlang,** 623 MW
Fermée en 2013 !

Italie

10 **Vado Ligure,** 800 MW
Fermée en juin 2016 ! [17]

Portugal

11 **Pego,** 628 MW

Pologne

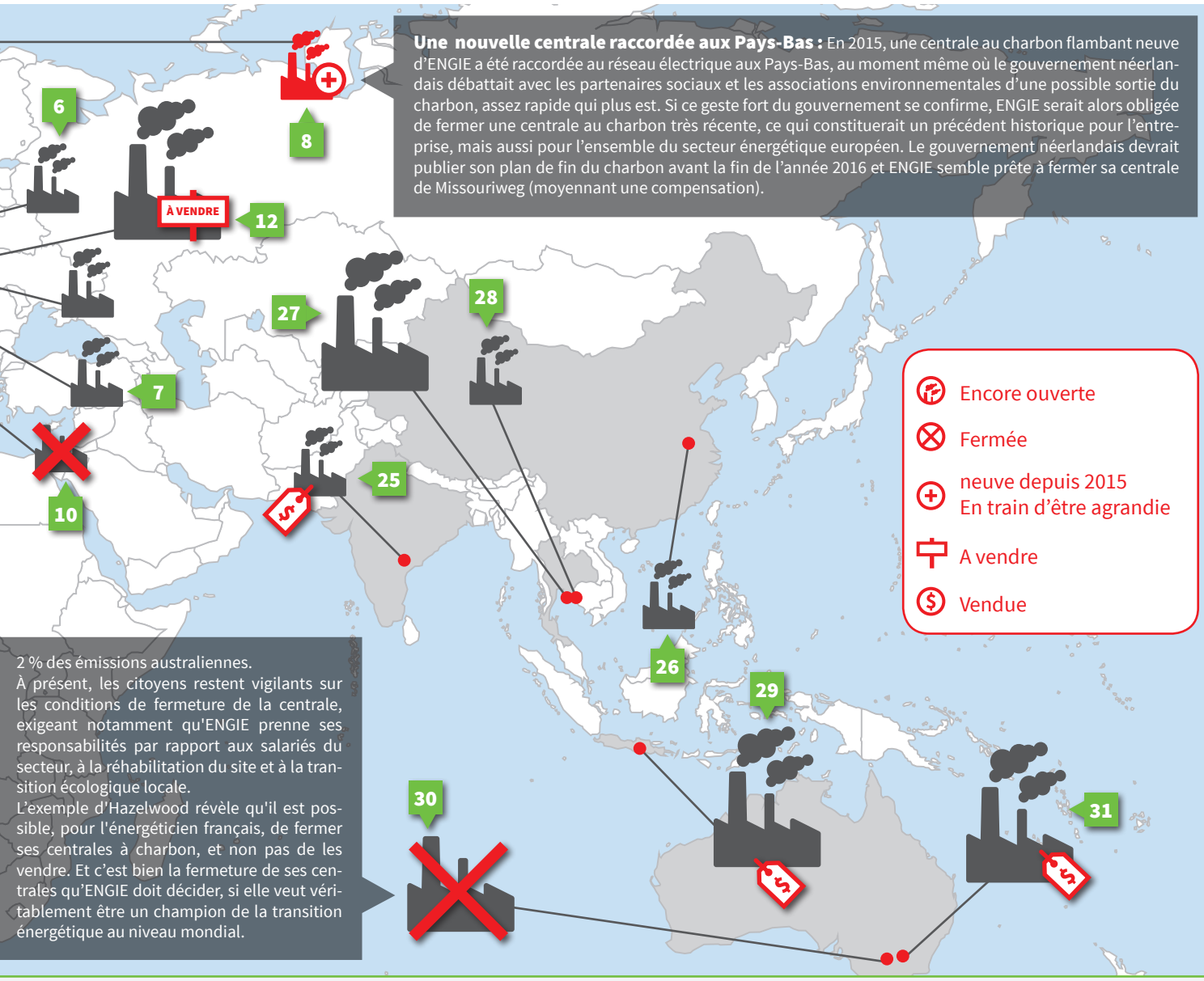
12 **Polaniec,** 1863 MW

Maroc

13 **Safi** - *Va ouvrir !*

indienne pour une somme confidentielle à une entreprise locale, India Power Corporation, qui détient déjà 462MW d'actifs « charbon »[20] ; en Indonésie, c'est à une famille locale qu'ENGIE a vendu la centrale de Paiton. Si à court terme les pays émergents et les pays en développement risquent de rester dépendants du charbon, il est essentiel que les pays développés, responsables historiques du changement climatique, prennent leurs responsabilités : d'une part, en se retirant le plus tôt possible du charbon et d'autre part en aidant financièrement les pays en développement à avoir accès à une énergie durable et propre. Les pays les plus pauvres, notamment en Afrique, ont la possibilité de sauter la case « énergies fossiles » s'ils bénéficient du soutien financier et technique nécessaire de la part des pays développés[21].

Pour le Président d'ENGIE, Gérard Mestrallet, « ces transactions illustrent parfaitement la mise en œuvre de notre plan de transformation pour réduire l'empreinte carbone d'ENGIE (…) et pour se concentrer sur deux de nos priorités : développer un mix énergétique faible en émission de CO_2 et créer des solutions innovantes et intégrées pour nos clients. (…) Les cessions aux Etats-Unis, en Inde et en Indonésie nous permettent de réaliser un tiers de notre plan à 3 ans de rotation d'actifs (15 milliards d'euros) et de réduire de 20 % notre capacité installée de production d'électricité à partir de charbon »[22]. Mais une telle politique ne change strictement rien pour le climat. Elle consiste ni plus ni moins à se déresponsabiliser des conséquences climatiques de ses investissements.



Une nouvelle centrale raccordée aux Pays-Bas : En 2015, une centrale au charbon flambant neuve d'ENGIE a été raccordée au réseau électrique aux Pays-Bas, au moment même où le gouvernement néerlandais débattait avec les partenaires sociaux et les associations environnementales d'une possible sortie du charbon, assez rapide qui plus est. Si ce geste fort du gouvernement se confirme, ENGIE serait alors obligée de fermer une centrale au charbon très récente, ce qui constituerait un précédent historique pour l'entreprise, mais aussi pour l'ensemble du secteur énergétique européen. Le gouvernement néerlandais devrait publier son plan de fin du charbon avant la fin de l'année 2016 et ENGIE semble prête à fermer sa centrale de Missouriweg (moyennant une compensation).

2 % des émissions australiennes.
À présent, les citoyens restent vigilants sur les conditions de fermeture de la centrale, exigeant notamment qu'ENGIE prenne ses responsabilités par rapport aux salariés du secteur, à la réhabilitation du site et à la transition écologique locale.
L'exemple d'Hazelwood révèle qu'il est possible, pour l'énergéticien français, de fermer ses centrales à charbon, et non pas de les vendre. Et c'est bien la fermeture de ses centrales qu'ENGIE doit décider, si elle veut véritablement être un champion de la transition énergétique au niveau mondial.

Etats-Unis
- 14 Colorado Energy, 40 MW
- 15 Nepco, 51 MW
- 16 Tuscola Cogen, 20 MW
- 17 Coleto Creek, 635 MW

Panama
- 18 Termoelectrico Bahia Las Minas, 280 MW

Pérou
- 19 Ilo News, 125 MW

Chili
- 20 Andina Hornitos, 330 MW
- 21 Mejillones, *En train d'être agrandie !* Passera à 375 MW
- 22 Tocopilla, 990 MW

Brésil
- 23 Charqueadas, 60 MW
- 24 Jorge Lacerda, 773 MW

Inde
- 25 Meenakshi, 300 MW

Chine
- 26 Dantu, 121 MW

Thaïlande
- 27 Gheco One, 660 MW
- 28 Glow SPP, 385 MW

Indonésie
- 29 Paiton, 4 040 MW

Australie
- 30 Hazelwood, 1 600 MW
- 31 Loy Yang B, 1 000 MW

Mongolie, la nouvelle centrale à charbon cachée d'ENGIE

Comme bien souvent dans les discours et les engagements officiels, **le diable se cache dans les détails**. C'est le cas dans la nuance apportée par Gérard Mestrallet, alors encore PDG d'ENGIE lors de son annonce de ne plus investir dans de nouveaux projets de centrales au charbon : les projets de centrales pour lesquels des engagements fermes avaient été pris par ENGIE seront eux honorés.

C'est ainsi qu'**ENGIE, aveugle face à l'urgence climatique et au déclin du marché du charbon, souhaite faire passer entre les mailles du filet la construction d'une nouvelle centrale à charbon aux abords de la capitale mongole Oulan-Bator.**

Une nouvelle centrale d'ENGIE à Oulan-Bator ?

© photo : Bankwatch

La centrale CHP-5 est un projet de centrale au charbon (lignite) située aux abords d'Oulan-Bator, d'une capacité électrique de 463,5 MW associée à un système de chauffage de 587 MW. Son coût total est estimé à 1,2 millions de dollars. Sa construction nécessite le développement de nouvelles infrastructures comme un chemin de fer, un barrage, une ligne de transmission, un pipeline pour la distribution de chaleur.

Le consortium retenu pour la construction de cette centrale est composé du coréen Posco Energy, en joint-venture avec le japonais Sojitz, le Mongol Newcom Group et le français ENGIE.

Cette centrale cumule les hérésies climatiques :

- un approvisionnement en lignite - la forme la plus polluante et la moins efficace de charbon – produit par des mines en Mongolie. 10 187 tonnes de ce charbon seraient consommées par jour par la centrale.
- Une technologie dite « sous-critique ». Pour produire la même quantité d'électricité, ces centrales sous-critiques consomment une quantité de charbon et d'eau supérieure aux centrales disposant de technologies plus efficaces. Et elles émettent plus de dioxyde de carbone.

Ce cas révèle à la fois l'incohérence de l'énergéticien, qui se fait le chantre de la lutte contre le changement climatique, et celle du gouvernement français, qui n'a pas hésité à lui apporter un soutien financier via la Banque asiatique de développement.

Mongolie : le nouveau terrain de jeu d'ENGIE

Alors que les capacités de production d'électricité à partir des énergies renouvelables viennent de dépasser les capacités de charbon au niveau planétaire, d'après l'AIE (2016), la Mongolie est encore loin de cette tendance mondiale. Près de 85 % des capacités de production électrique dans le pays reposent sur le charbon, contre seulement 5 % d'éolien et 0,62 % d'énergies renouvelables de petite taille. L'activité minière dans le secteur du charbon occupe une place importante de l'économie, puisqu'elle représente 80 % des exportations du pays. 70 % du charbon extrait de Mongolie est ainsi exporté.

Le pays dispose d'une politique assez faible en matière de diversification des sources d'énergie, pour pouvoir réduire la part des énergies fossiles. Parmi les priorités identifiées par le parlement mongol en 2015 : la sécurité énergétique, l'efficacité énergétique ainsi que le développement d'un secteur de l'énergie « respectueux de l'environnement ». Pourtant, à l'horizon 2023, l'objectif d'énergies renouvelables du pays se cantonne à 20 % du mix énergétique global, avec une prédominance de l'hydroélectricité. En parallèle, le pays poursuit le déploiement du charbon avec notamment la construction de deux centrales à charbon, CHP-5 et Tavan Tolgoi, le développement des mines de lignite et d'infrastructures afférentes. En outre, les déchets miniers ne sont toujours pas considérés comme toxiques en Mongolie.

Les énergies renouvelables, elles, peinent à voir le jour.

Ces retards sont non seulement dus à l'absence de volonté politique de l'Etat mongol, qui se traduit dans les soutiens publics qu'il apporte au secteur du charbon, mais aussi au manque cruel d'investisseurs, notamment étrangers.

Une nouvelle centrale à charbon, dans l'une des villes les plus polluées au monde

La capitale mongole Oulan-Bator figure, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2016, parmi les villes les plus polluées au monde. La population locale souffre ainsi de nombreuses maladies liées à la mauvaise qualité de l'air : respiratoires, cardio-vasculaires, pneumonies, cancers. Selon des chiffres de l'Unicef[23], entre 2000 et 2004, le nombre de maladies respiratoires aurait doublé. De nombreuses études ont démontré de hautes concentrations de poussière, dioxyde de soufre, dioxyde de nitrogène, monoxyde de carbone, ainsi qu'une augmentation des quantités de plomb dans le sang des enfants.

C'est dans ce contexte de retard sur la transition énergétique, de dépendance au charbon, de pollution extrême, qu'ENGIE prévoit d'ouvrir sa nouvelle centrale. Alors que la multinationale pourrait dès aujourd'hui renoncer au projet, pour que des alternatives renouvelables soient offertes aux habitants, **ENGIE préfère sans hésiter enfermer la Mongolie dans une trajectoire hautement carbonée en construisant une centrale à charbon dont la durée d'existence sera d'au moins 25 ans**, avant de transférer la centrale au gouvernement mongol.

Les arguments des défenseurs d'une nouvelle centrale au charbon à Oulan-Bator

Trois centrales enfument déjà la ville d'Oulan-Bator sous les fumées toxiques. Parmi les arguments allégués pour la construction de CHP-5 se trouve justement l'âge des centrales en activité : 40 ans pour CHP-2 et 3, et 30 ans pour CHP-4, cette dernière étant la plus grosse en Mongolie. Mais le premier argument avancé pour la construction de la centrale est celui de l'augmentation des besoins en électricité et en chaleur. Selon l'étude d'impact du projet, la demande en chaleur et en électricité devrait se maintenir à 4-5 % d'augmentation annuelle jusqu'en 2020, projection contestée par les détracteurs du projet.

De plus, l'argument d'ENGIE, selon lequel la centrale d'Oulan-Bator ne peut être abandonnée car des « engagements fermes » avaient été pris avant la décision du groupe de ne plus investir dans de nouvelles centrales à charbon, ne tient pas. En effet, ENGIE a déjà renoncé à l'abandon de son projet de centrale à charbon en Turquie (Ada Yumurtalik). Projet pour lequel un accord avec le gouvernement avait pourtant été signé avant l'engagement climatique d'ENGIE en 2015 !

Biodiversité, respect du consentement des peuples : les ingrédients d'un scandale environnemental

La nouvelle centrale d'Oulan-Bator aura non seulement un impact climatique, mais risque aussi de nuire à la biodiversité locale. En effet, la zone pressentie pour la centrale n'est qu'à 2 kilomètres de l'aire protégée du Bogd Khan National Park, site également considéré comme sacré. Déchets et émissions de la centrale constituent des menaces pour la rivière, les animaux et les bergers de la zone. En fonction de la saison, la poussière de charbon et les émissions toxiques se dirigeront soit vers la capitale, soit vers l'aire protégée.

Le processus d'élaboration du projet s'avère également entrer en contradiction avec les normes internationales, ainsi que la législation du pays concernant le respect des populations locales. Le consortium d'énergéticiens et le gouvernement mongol auraient ainsi découragé les activités économiques dans la zone depuis l'année dernière, et entamé le processus de relocalisation des habitants. Les habitants concernés, rencontrés lors d'une étude de terrain, ont témoigné avoir été informés du projet par une lettre et une consultation publique, mais sans qu'aucun plan de relocalisation ne leur ait été communiqué. Or, la nouvelle loi mongole sur les études d'impact environnemental requiert des consultations publiques et l'engagement des personnes affectées à toutes les phases du projet (conception, mise en œuvre et suivi). Les politiques de sauvegarde de la Banque asiatique de développement, qui finance le projet, nécessite également qu'un plan de relocalisation et une compensation financière soient présentés avant toute restriction d'usage du site. Or, mal informée, la population de bergers et de commerçants présents sur place a déjà vu ses droits bafoués.

Le soutien de l'État français

L'exemple de la centrale CHP-5 est illustratif des incohérences du gouvernement français en matière climatique. En effet, ce dernier n'a jamais manifesté son opposition à ce projet : ni au siège d'ENGIE où l'État dispose de plusieurs administrateurs et d'un Commissaire au gouvernement qui auraient pu se prononcer contre le projet, ni au sein de la Banque asiatique de développement, auprès de laquelle une demande de prêt a été déposée. Pourtant, la France, via Michel Sapin, Ministre de l'économie et des finances, siège au Conseil des Directeurs de la Banque asiatique de développement, qui décide des axes stratégiques de l'institution, et se fait représenter au sein du Conseil des Gouverneurs, qui décide des prêts.

Il est encore temps de renoncer à construire cette centrale

Aujourd'hui, la centrale à charbon CHP-5 d'Oulan-Bator, déjà en retard par rapport aux prévisions, n'est pas prête de voir le jour. En effet, le consortium et le gouvernement ne s'accordent pas sur les tarifs d'électricité, trop élevés selon le gouvernement. Quant au prêt, il est toujours en examen auprès de la Banque asiatique de développement.
Pour le gouvernement français, c'est l'occasion de faire preuve de son engagement en matière climatique, et d'agir sur le conseil d'administration d'ENGIE ainsi qu'au sein de la Banque asiatique de développement, pour mettre fin à ce projet afin que les habitants d'Oulan-Bator puissent enfin bénéficier d'une énergie durable, basée sur les renouvelables.

© photo : Bankwatch

Recommandations des ONG

Oxfam France, les Amis de la Terre et le Réseau Action Climat demandent :

Alors que l'Accord de Paris issu de la COP21 vient d'entrer en vigueur, la poursuite par ENGIE et EDF de leurs activités charbon révèlent le double jeu des acteurs français en matière de climat.

Pour ENGIE et EDF, la lutte contre le changement climatique est une opération de communication qui, dans les faits, n'est pas assortie de mesures concrètes : les deux énergéticiens préfèrent se débarrasser du problème charbon en revendant leurs actifs, et ENGIE envisage même d'ouvrir une nouvelle centrale en Mongolie. Un constat qui vient alourdir le bilan du gouvernement, lequel dispose d'un pouvoir de décision au sein des conseils d'administration et a fait preuve jusque-là d'un total manque de volonté.

Les Amis de la Terre France , Oxfam France et le Réseau Action Climat exigent une action rapide pour que les principaux énergéticiens français contribuent eux aussi à l'application de l'accord de Paris sur le climat, dans le but d'arriver à limiter le réchauffement en dessous de 2°C, et si possible 1,5°C.

Au gouvernement français :

Pour l'ensemble des entreprises dont l'État est actionnaire, la France devra :

- Se prononcer en faveur de la fermeture d'ici 2020 des centrales utilisant le charbon, et accompagner ces fermetures par un plan de reconversion des salariés du secteur.
- S'opposer très fermement à la revente de toute centrale à charbon, puisque la décision de revendre ne permettra pas de réduire les émissions de CO_2.
- Provisionner les coûts liés à la mise en œuvre d'un plan de reconversion industrielle et professionnelle des salariés du secteur des énergies fossiles vers les secteurs de la transition énergétique (énergies renouvelables, transports en commun, efficacité énergétique, etc.), et assortir ce plan de mesures budgétaires adaptées.
- Cesser d'investir dans des projets liés aux énergies fossiles, directement ou via ses participations dans des entreprises, mais privilégier les projets énergétiques basés sur les renouvelables, la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique.

À EDF et ENGIE de :

- Fermer - et non pas revendre - leurs centrales à charbon d'ici à 2020, en tenant compte des besoins de reconversion des salariés et s'engager à réhabiliter les sites. ENGIE ne doit pas ouvrir la centrale CHP-5 en Mongolie.
- Rendre publique la liste des projets de nouvelles infrastructures énergétiques dans le secteur du charbon qui n'ont pas encore été abandonnés et leur état d'avancement.
- Rendre publique l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre pour chaque projet énergétique dans lequel ils prévoient d'investir, entièrement ou partiellement, en application de l'article 173 de la loi de Transition énergétique sur le reporting carbone des investissements des multinationales et banques françaises.

Références

[1] http://issuu.com/sarahroussel/docs/emissions_d_etat_comment_les_centra_00a426027d191a?e=0/12964888

[2] http://web.unep.org/emissionsgap/

[3] Agence Internationale de l'Energie (2015) World Energy Outlook Special Report - Energy and Climate Change : https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015SpecialReportonEnergyandClimateChange.pdf

[4] Oil Change International (2016) The Sky's Limit - Why the Paris climate goals require a managed declined of fossil fuel production

[5] Agence internationale de l'Energie (2015) « CO_2 emissions from fossil fuel combustion highlights »

[6] https://www.ft.com/content/4f8e86a0-8fb0-11e6-a72e-b428cb934b78?ftcamp=crm/email/_2016___10___20161011__/emailalerts/Keyword_alert/product

[7] ODI (2016) Beyond Coal: scaling up clean energy to fight global poverty

[8] Programmation pluriannuelle de l'énergie, jusqu'en 2023, publiée le 28 octobre 2016 au JO: https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9FFF46A15BE394945C5E711F53779333.tpdila12v_3?cidTexte=JORFTEXT000033312688&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000033312664

[9] https://asia.edf.com/en/edf-in-asia/activities/thermal-activity-in-asia/fuzhou-coal-fired-power-plant

[10] https://www.ft.com/content/7708c5ed-9452-3a31-9d4e-85ea0aeed5a2

[11] https://www.paxforpeace.nl/publications/all-publications/civil-society-under-threat

[12] http://www.novethic.fr/lapres-petrole/energies-fossiles/isr-rse/le-tcheque-eph-nouvel-epouvantail-du-charbon-143973.html

[13] Vattenfall étant détenu à 100 % par l'État suédois, cette revente est un grand coup porté à l'exemplarité affichée du gouvernement suédois en matière de lutte contre le changement climatique.

[14] http://www.amisdelaterre.org/Societe-Generale-doit-blacklister-EPH-qui-entend-racheter-les-actifs-charbon-d.html

[15] http://www.wwf.de/fileadmin/fm-wwf/Publikationen-PDF/Europes_dark_cloud_report_2016.pdf

[16] Les deux chaudières à charbon de l'unité de production « Saint-Ouen 2 » produisent environ 20 % de la chaleur distribuée par le réseau parisien. la centrale, qui appartient à la ville de Paris et à Cofely-ENGIE pour un réseau de chaleur doit être alimentée à 50 % par de la biomasse (décision en conseil de Paris en juin 2015).

[17] La centrale avait été fermée en 2013 de façon temporaire suite à une décision administrative, mais la possibilité d'une réouverture des unités charbon existantes et d'une extension de la centrale était toujours envisagée. En juin 2016, l'entreprise a annoncé la fermeture définitivie de la centrale charbon.

[18] http://fuelfix.com/blog/2016/06/15/dynegy-speeds-up-purchase-of-17-power-plants-from-engie/

[19] Comme résumé dans notre rapport de 2016 : Emissions d'Etat, Comment les centrales à charbon d'ENGIE et d'EDF réchauffent la planète, Oxfam France et Amis de la Terre, mai 2016.
http://www.modernpowersystems.com/news/newsegie-disposes-of-us-assets-4835083

[20] http://www.modernpowersystems.com/news/newsengie-disposes-of-us-assets-4835083

[21] Africa Progress Panel (2015) « Power.People.Planet » Seizing Africa's energy and climate opportunities.

[22] Communiqué de presse d'ENGIE le 25 février 2016 : http://www.engie.com/journalistes/communiques-de-presse/transition-energetique-monde/

[23] International Expert Consultation on "Understanding the Impact of Air Pollution on Child Health in Mongolia, Abstract Book, January 25-26, 2016, Ulaanbaatar, Mongolia

© photo : Judith Deland

Ce rapport a été rédigé par **Armelle Le Comte**, Chargée de plaidoyer Climat et Energie (Oxfam France), **Malika Peyraut**, Chargée de campagne Climat et acteurs publics, Energie et institutions financières internationales (les Amis de la Terre) et **Célia Gautier**, Responsable des Politiques européennes et internationales (Réseau Action Climat).

Les chiffres concernant les centrales à charbon d'EDF et Engie sont issus de recherches menées par le Stranded Assets Programme de l'université d'Oxford.

Oxfam France est membre de la confédération Oxfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté. Elle travaille dans plus de 90 pays afin de trouver des solutions durables pour mettre fin aux injustices qui engendrent la pauvreté.

En France, Oxfam mène depuis 25 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

La fédération des Amis de la Terre France est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique, économique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial, les Amis de la Terre International.

En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

Le Réseau Action Climat est une association loi de 1901 spécialisée sur le thème des changements climatiques fondée en 1996. Il est le représentant français du Climate Action Network International (CAN-I) dont le but est d'inciter les gouvernements et les citoyens à prendre des mesures pour limiter l'impact des activités humaines sur le climat.Le Réseau Action Climat regroupe 17 organisations nationales de défense de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale. Il comprend également un collège d'associations locales et un collège d'adhérents individuels, impliqués personnellement ou professionnellement dans une thématique liée aux changements climatiques.

Contacts Presse :

Sarah Roussel (Oxfam France) : +33 (0)1 77 35 76 10 / +33 (0)6 51 15 54 38 / sroussel@oxfamfrance.org
Service presse (Les Amis de la Terre) : +33 (0)6 88 48 93 68 / malika.peyraut@amisdelaterre.org
Simon Coquillaud (Le Réseau Action CLimat) : +33 (0)6 66 28 95 06 / simon@rac-f.org